

**Dominique Michaut**

**Préludes  
d'économie objective**

## Préludes d'économie objective

Version 20180726-12:02

- Sur papier et en format numérique : 1) les numéros de page sont ceux de l'édition sur papier ; 2) le signe → désigne la chaîne de caractères

**http://www.lecodemain.net/** qui est le préfixe du site internet lecodemain.net (accès sans mot de passe et gratuit) – sur la plupart des navigateurs, le préfixe peut être réduit à **lecodemain.net/**<complément>.

- En format numérique et par rapport au présent livre, 1) tout numéro de page est un **lien hypertexte interne** ; 2) une chaîne de caractères commençant par → est un **lien hypertexte externe** pour le cas où l'appareil de lecture utilisé comporte un navigateur internet en état de marche.

ISBN : 979-10-227-7574-8

Autoédition par l'intermédiaire de Bookelis ([www.bookelis.com](http://www.bookelis.com))  
© Dominique Michaut, tous droits de reproduction, d'adaptation et de traduction, intégrale ou partielle réservés pour tous pays.

Seul l'auteur est propriétaire des droits et responsable du contenu de ce livre.

# Préludes d'économie objective

## Prologue

Présentation par Louis Herblet	5
Les atouts du capitalisme de rendement	8

## Chapitre 1 Le propre de l'économie

Le refoulement de l'économie objective	13
La distinction entre notions et concepts s'applique en économie	16
Deux objections à l'économie objective	18
Répondre aux attentes informulées du corps électoral	21
La science économique existe, je fais avec et vous aussi	24
Dites-nous vos principales propositions de science économique	27
Les revenus ont trois régulateurs systémiques	30
Le plein échange économique par ses contre-exemples	33

## Chapitre 2 La science économique la plus susceptible d'être exacte

La science économique de base en douze chapitres	37
La mathématique de la science économique est d'abord littéraire	42
Consommer n'est pas en soi un acte économique	46
Marchandise et science économique	50
Les marchandises élémentaires sont des services	55
Monnaies légales et moyens élémentaires de production ne sont pas des marchandises	61

## Préludes d'économie objective

Les six catégories principales d'échange économique	66
Non aux théories des prix par pétition de principe	71

### **Chapitre 3 L'entreprise et la comptabilité ramenées à l'essentiel**

L'entreprise centrée sur ses spécificités	75
Le verdict sur le profit de Peter Drucker	81
L'entreprise n'est pas un sujet fiscal	86
Apports de la théorie générale des comptes économiques	91
Le bilan, synthèse des comptes de stock	97
Mises au point sur les comptes de résultat	103

### **Chapitre 4 Le capital, le profit, l'emploi**

Le capital le plus capital	109
Le capital vu de près	114
Les deux familles de placement en capital	119
Science économique : le profit nécessaire	125
La part du profit dans la répartition des bénéfices	131
La normalisation en souffrance du taux de profit	137
L'essentiel sur l'emploi en économie réelle	143
Du sous-emploi au plein-emploi via le profit et le capital	149
L'état des finances publiques le plus favorable à l'emploi	155

### **Chapitre 5 La dynamique macroéconomique normale**

Les répartitions économiques de première instance	161
Le revenu total du travail est un reste	166
Une autre équation régit la répartition du revenu global	171

## Préludes d'économie objective

La maximisation du revenu total du travail se peut et se doit	177
L'enjeu camouflé du problème des retraites	183
Le PIB est vicié, le revenu global ne l'est pas	187
Toute rémunération du travail est un salaire	193
La plaie des cotisations patronales	199
Les écarts de salaires règlent une répartition	204
La dégradation du salariat prise pour son contraire	209

## Chapitre 6 L'intérêt et les prix composés repositionnés

Deux taux directeurs pour moins d'instabilités et de spoliations financières	215
La solution de l'emprunt public entièrement par livret	221
L'étalonnage de l'intérêt par le profit n'est pas farfelu	225
Deux erreurs sur les prix des marchandises composées	230
L'indéniable réalité des entreprises dans l'entreprise	235
La formation des résultats des entreprises	240
Le produit normal des rentabilités comparables	247
Les vertus de l'égalité volontaire des rentabilités	253
Les déterminants des valeurs d'échange marchand	258

## Chapitre 7 La politique économique renouvelée

Les clés de la stabilisation et de l'union monétaires	263
L'aventure ubuesque des cryptomonnaies	269
Le cadrage de la politique économique plus saine	274
La dette pour charges publiques pénalise tout de suite	279
Sur le capital aussi, les principes immatures volent en escadrille	285

## Préludes d'économie objective

Moins de quasi-capital rend la concurrence plus efficace	291
L'assainissement du marché du travail passe par la fiche de paie vérité	296
L'officialisation de la fonction principale des écarts de salaire	301
Un régime unique par points de retraites à la carte	306
Les désétatisations les plus fastes	308

## Épilogue

La supériorité de l'économie strictement définie	313
--	-----

## Prologue

Présentation par Louis Herblet

Table des matières page 1

---

**Dans la contribution de Dominique Michaut à la réorientation de la discipline de savoir et d'action que constitue l'économie politique, le livre que voici occupe une place qui appelle quelques explications liminaires.**

---

Que l'une des pires faiblesses de notre modernité soit la conception de l'économie qui la mène par le bout du nez, je n'en eus que confusément et stérilement conscience. Aujourd'hui, les critiques et les solutions économiques que tambourinent les campagnes électorales, les prises de position syndicales et tant de ressassements médiatiques m'apparaissent plus confuses que je l'ai autrefois senti. Aujourd'hui aussi, des interventions et abstentions que j'ai cru autrefois de bon aloi m'apparaissent inappropriées au moment de dire : voilà la politique économique assez intelligemment conçue pour être enfin durablement bienfaitrice.

En cette matière, la fréquentation des thèses pointues de Dominique Michaut n'a commencé à modifier mon état d'esprit que lentement. Je dois dire que c'est par son copieux *Précis d'économie objective* que je les ai abordées. Là, le profane que je suis n'a d'abord pu percevoir que la reprise sous un angle inattendu d'une série de questions primordiales, sans que cela suffise à faire pleinement entrer dans mon éducation civique une conception rigoureusement articulée et radicalement renouvelée de l'économie de marché.

## Préludes d'économie objective

Le fil directeur des présents *Préludes d'économie objective* étant celui de son ascendant, le *Précis* éponyme, la réorientation conceptuelle professée par Dominique Michaut m'est devenue au fil de la lecture des préludes plus familière, ainsi que plus sympathique. J'ai tout lieu de penser qu'il en ira de même pour ceux qui s'adonneront d'abord à cette lecture. Pour ma part, je vais continuer à m'imprégner de cet ouvrage, souvent d'un abord nettement plus aisé que par son ascendant plus fouillé.

Ce faisant, je vais augmenter ma liberté de choisir en meilleure connaissance de cause un modèle économique – qu'on le veuille ou pas, il en faut un ! Peut-être n'y travaillerai-je pas assez pour devenir féru sur les différentes déclinaisons de l'équité marchande et de la propreté fiscale. Mais je serai certainement devenu un citoyen plus avisé en affaires qui me concernent au premier chef, alors qu'elles sont plus que jamais sous l'emprise de technostures privées et publiques manifestement au service de leurs intérêts d'abord.

Sur le fond, il y a dans le réalisable la place, comme le montre pas à pas Dominique Michaut, pour une théorie radicalement renouvelée des échanges marchands, des prix auxquels ils se règlent, des monnaies, de l'entreprise ; ainsi qu'en poussant plus avant une théorisation des impôts et des taxes d'une part, des fournitures de sécurités et de secours économiques d'autre part. Repousser cet éventail de possibilités constructives au prétexte que son emploi n'est pas encore dans l'air du temps n'a rien de raisonnable. L'économie politique objective, et pour ce faire strictement définie, rompt avec des idéologies et des expédients qui tiennent lieu de rationalité – sur l'économie strictement définie, voir page 313, ce n'est pas le prélude le moins roboratif !



## Préludes d'économie objective

La teneur de l'ascendant des préludes, à savoir je le répète celle du *Précis d'économie objective*, est publiée à titre gratuit et sans mot de passe sur internet par le site [lecodemain.net](http://www.lecodemain.net). À ce sujet, je rappelle que, comme indiqué au recto de la première feuille du présent volume, le signe → désigne la chaîne de caractères **<http://www.lecodemain.net/>** qui est le préfixe commun à toutes les pages de [lecodemain.net](http://www.lecodemain.net) (sur la plupart des navigateurs, le préfixe peut aujourd'hui être réduit à **[lecodemain.net/](http://www.lecodemain.net/)**<complément>).

Je forme le vœu qu'un bon nombre de lecteurs du présent recueil se fasse un devoir de le recommander. Au-delà de sa fonction première qui est de vulgariser le produit d'une recherche, il comporte de quoi stimuler beaucoup de gens. Car, j'en suis désormais intimement persuadé, il faut refuser de croire que nous sommes des individus presque tous démunis de tout pouvoir sur l'évolution des affaires économiques de notre pays. Par notre façon enfin rafraîchie de critiquer et de dépasser les discours convenus, nous citoyens avons à portée de main davantage de ce pouvoir.

Bonne lecture ! Plus vous la rendrez contagieuse, plus elle contribuera à établir en économie une école riche de vérités dont rien d'honorable ne justifie de continuer à ne pas en tenir compte.

Louis Herblet, février 2018

## Les atouts du capitalisme de rendement

Table des matières page 1

---

**En matière de placement en parts de capital social, c'est ou bien l'offre de plus-value ou bien l'offre de rendement qui prime. Que vaut-il mieux ?**

---

Le moyen idéal de financer le développement d'une entreprise serait l'autofinancement, aujourd'hui présenté de façon quasi systématique comme préférable à la distribution des bénéfices. Verser sous forme de dividendes le plus gros des gains nets de l'exercice, puis en règle générale procéder à une augmentation de capital en vue d'investir ou même seulement de renforcer le fonds de roulement, serait une solution plus coûteuse, moins pratique, sans intérêt systémique.

Cette opinion peut avoir des justifications fiscales. Si l'imposition des plus-values est moins lourde que celle des dividendes, on comprend que les actionnaires comme les dirigeants de l'entreprise et leurs conseillers aient tendance à privilégier l'autofinancement comme moyen d'augmentation des fonds propres. Et cette impulsion est accentuée si, comme le projet a sévi en France, le taux de l'impôt payé par les entreprises sur leurs bénéfices devient plus élevé pour la tranche qui est distribuée en dividendes que pour celle qui ne l'est pas. Raisonnons donc comme si le législateur et le ministère des finances ne cédaient pas aux sirènes qui incitent les élus et les grands commis de l'État à privilégier par la fiscalité une vision partielle de la rationalité économique. La réalité ordonne de voir que le capitalisme de plus-value ne concerne qu'un sous-ensemble des sociétés commerciales. Le

capitalisme de rendement est, lui, applicable à l'ensemble des entreprises, dont toutes les coopératives et les mutuelles à vocation commerciale. L'intérêt général commande de reconnaître l'existence de deux dynamiques de financement par fonds propres des entreprises.

La constitution de réserves, de préférence à l'augmentation du capital social, est certes une solution plus accommodante en cas de revers de fortune ultérieur. L'amputation du capital social est une opération qui entraîne davantage de formalités que l'apurement d'une perte par ponction sur les réserves. Mais une perte n'est-elle pas une circonstance grave, qui mérite toute l'attention des actionnaires, même si elle n'est pas inquiétante à court terme ? Il ne s'agit pas de prôner une sorte d'intégrisme excluant toute constitution de réserves, en sus de celles qui sont d'ores et déjà obligatoires. Pour autant, une vérité élémentaire ne doit plus être aussi couramment passée sous silence qu'elle l'est. Tout exercice clôturé sur une perte réelle, même relativement minime, se solde en réalité par une baisse du capital social exploité, toutes réserves comprises.

En tout état de cause, il serait sain que les actionnaires aient le choix entre réinvestir la part de bénéfice qui leur revient dans la même société, ou dans une autre, ou de l'utiliser pour des opérations de nature différente (consommation, dons), c'est leur affaire et leur responsabilité civile. Des actionnaires bien traités sont en général fidèles, et s'ils sont sollicités ils réinvestissent volontiers le montant de leurs dividendes ou davantage dans la société qui leur a procuré cette source de revenu. Mais ce nouveau placement d'épargne doit être un acte vraiment libre, posé de manière personnelle plutôt que décidé en bloc par un conseil d'administration et une

assemblée générale. La devise de la République française comporte, en premier, le mot « liberté ».

Cette liberté est très favorable à l'efficacité. En effet, une dose importante de concurrence est requise pour le bon fonctionnement de l'économie. Il est donc souhaitable que le marché des fonds propres soit un marché ouvert, c'est-à-dire que Mme Dupont soit libre de réinvestir dans la société Y le coupon versé par la société X. Le recours systématique à la mise en réserve de la majeure partie du bénéfice fait obstacle à cette saine concurrence.

### **L'économie de casino est un pis-aller**

Par ailleurs, les fonds de pension sont de gros investisseurs en actions. Personne, excepté des agioteurs qui se trouveraient faire partie de leurs équipes de gestion, n'a intérêt à ce que ces investisseurs soient des actionnaires versatiles, consacrant une part excessive de leur activité à vendre et acheter des valeurs mobilières. Il y a un quart de siècle, des économistes libéraux appelaient de leurs vœux le développement des fonds de pension parce qu'ils constituaient à cette époque des actionnaires stables, exerçant sur les entreprises dont ils étaient actionnaires une influence de « bons pères de famille ». Aujourd'hui, la durée de rotation de leur portefeuille est de l'ordre d'un an, chaque action étant en moyenne vendue douze mois après avoir été achetée. Est-ce de cela dont nous avons besoin pour la retraite par capitalisation ? Certainement pas !

Le rendement constitue un véritable revenu qui procure à l'actionnaire de quoi acheter des services et des biens en échange de ceux que ses apports ont contribué à produire. Par sa propre prestation de service, l'épargnant placeur en capital social agit vraiment en tant que producteur, comme les

travailleurs. Il n'en va pas de même dans le cas des plus-values, dont on montre assez aisément qu'elles sont non pas des créations de pouvoir d'achat, mais des transferts entre des agents qui ont eu des anticipations divergentes ou qui sont soumis à des contraintes différentes. L'offre de rendement venant de l'entreprise qui se charge de le procurer est honnête dans son principe. L'offre de plus-value est, elle, une perspective à concrétiser par une tierce partie, ce qui la ramène au rang des promesses qui n'engagent que ceux qui y croient. La transformation de notre modernité en une vaste salle de jeu où l'on compte sur les plus-values pour faire fortune nous fait entrer dans l'avenir à reculons.

Dans une entreprise en nom personnel, le propriétaire gérant a tout intérêt à surveiller de près quel est le rendement de ses mises en capital. Prenons de la hauteur. Outre qu'un atout majeur du capitalisme de rendement est d'être universel, la plus insigne faiblesse de la priorité donnée à la plus-value au détriment du rendement est systémique. L'analyse économique, du type de celle que livre le site web [lecodemain.net](http://lecodemain.net) montre, en effet, que le capitalisme de rendement est structurellement apte au plein-emploi alors que le capitalisme de plus-value, forcément exposé à de la captation très inégalitaire, ne l'est pas.



## Chapitre 1 – Le propre de l'économie

### Le refoulement de l'économie objective

Table des matières page 1

---

**Les conceptions de l'économie aujourd'hui les plus en vue refoulent des constats élémentaires pourtant tout à fait objectifs. Au lieu de nous rapprocher de vérités techniques et politiques de grande importance sociale, nous nous en éloignons.**

---

#### **Le revenu dissolu**

Quand un « revenu minimum d'insertion » (RMI) a été instauré en France dans les années 1980, il aurait été bienvenu que beaucoup de gens tiennent au gouvernement et aux parlementaires un propos de bon sens. Soyons justes à l'égard de ceux qui vont travailler pour en tirer un revenu. Soyons aussi justes à l'égard des mêmes personnes et d'autres qui tirent un revenu de leurs placements. Nous ne le sommes pas en appelant « revenu » ce qui est à vrai dire une allocation.

Une telle réalité ne fait aucun doute, et l'affaire est maintenant celle du « revenu de solidarité active » (RSA) et du « revenu universel de base ». Ce genre de subvention est, elle aussi, à la charge des titulaires de vrais revenus. Parmi eux ne se trouvent ni les entreprises ni aucun organe public, au rebours de la fumisterie conceptuelle qui consiste à dire que le chiffre d'affaires d'une entreprise constitue son « revenu » et que le produit des impôts constitue le « revenu » d'instances publiques.

## **L'économie décentrée**

L'expansion des catégorisations fourre-tout d'actes et d'objets qui, au quotidien, se distinguent aisément de quoi inquiéter. Qu'elle fasse le lit d'une impasse politique crève les yeux quand on la rapproche des distinctions nécessaires aux nations et groupes de nations pour s'opposer à temps aux ambitions et aux manipulations réductrices de leur vitalité. Mais cette inquiétude s'épanche en déplorations vaines tant que sa cause n'est pas cernée et traitée.

La prolifération de catégories fourre-tout provient du décentrage de l'économie. Avant de rappeler où de toute évidence se trouve le centre, considérons un autre manque de distinction, apparemment plus anodin. Les agents économiques font des dépenses qui, pour les unes sont des charges, et pour les autres des investissements. Quand les impôts ont dépassé le seuil à partir duquel leur poids a très probablement des effets récessifs, soutenir qu'il faut en passer par la baisse des dépenses publiques est trop vague, voire faux. La réduction des charges publiques est, en effet, largement compatible avec le maintien ou l'augmentation des investissements publics.

## **Le flou initial**

Pour tout un chacun, est à coup sûr économique ce qui a directement trait à ses affaires d'argent. Or de l'argent, il n'y a que deux actes qui en procurent : les échanges et les transferts. Pour être précis dès le départ, il est important de remarquer que dans l'ensemble indéfini des échanges sociaux, le sous-ensemble de ceux qui sont monétarisés est définissable d'une façon recevable en logique des ensembles finis. Moyennant un effort renouvelé de méthode, l'approche de l'économie par le



constat de faits élémentaires objectifs recentre sur des réalités de grande importance.

Les considérations qui ont détourné de cette approche ne manquent pas de séduction. À la suite des physiocrates puis de Jean-Baptiste Say, attribuer à l'économie le champ de ce qui est relatif à la production, la circulation et la consommation des richesses continue à paraître bien vu. Sous d'autres influences, dont celles qui se sont condensées dans la théorisation marginaliste, voir dans l'économie la discipline qui a en propre la satisfaction par les hommes de leurs besoins reste au moins autant de mise.

### **Un autre éclairage**

L'éloignement de vérités objectives que ces traditions ont engendré n'apparaît de façon tout à fait nette qu'à la lumière d'une approche réorientée. Sa présentation liminaire, en avant-propos (→[in.html](#)) de mon ouvrage, est suivie de la préface du professeur Jacques Bichot (→[preface.html](#)).

## La distinction entre notions et concepts s'applique en économie

Table des matières page 1

---

**La pensée de l'économie, comme plus largement de la vie sociale, abonde en idées imprécises, ou notions, dont parfois ont pu être extraites ou restent à extraire des idées précises, ou concepts. À des fins économiques aussi bien théoriques que pratiques, la distinction entre notion et concept n'a rien de superflu.**

---

Une pensée articulée de l'économie a pour grand œuvre la politique économique qu'elle préconise. Si cette pensée n'a extrait de notions que trop peu de concepts expérimentalement vérifiables, la politique qu'elle inspire hérite des défauts de sa matrice, lesquels défauts sont d'autant plus pénalisants que la matrice est une modélisation arbitraire.

### **Des échecs conceptuels fondamentaux**

Le travail humain est d'abord une notion d'où les analyses les plus enseignées n'extraient pas encore couramment le concept de ce qui s'échange en réalité contre du salaire. Le capital est aussi d'abord une notion, encore plus protéiforme, d'où la théorie économique de base n'a pas encore tiré un concept univoque. Le profit est également d'abord une notion, au moins aussi protéiforme que celle de capital, au sein de laquelle se niche un concept lui aussi univoque, mais trop peu utilisé. Malgré l'impression contraire qu'on peut en avoir, la rentabilité reste aussi une notion d'où la théorie et la pratique des activités économiques n'exploitent pas encore couramment le concept

avéré qu'elle recèle. Il en va de même de la productivité, avec des conséquences elles aussi très dommageables.

Une notion qui tient lieu de définition de l'économie laisse trop d'espace à de la construction imaginaire. En détournant l'attention de ce qui n'appartient qu'aux seules activités économiques, elle pousse aux gestions calamiteuses qui ne cernent pas d'assez près les faits objectifs. Nos contemporains qui se pensent progressistes en voulant que l'économie ait pour objet de rendre la société plus heureuse se méfient trop peu des bonnes intentions dont l'enfer est pavé. Dans la mesure où ce qui est propre à l'économie constitue une mécanique qui fonctionne plus ou moins bien selon des réglages techniques, c'est le repérage assez exhaustif de ces réglages et de leurs interactions qui contribue à procurer à la société un moyen de s'épanouir. Il y faut un jeu homogène de concepts avérés, au lieu du rabâchage de notions subjectives qui alimentent moult propagandes et entretiennent des débats impossibles à conclure parce que ces notions sont arbitraires.

### **Le premier enjeu du concept d'échange économique**

Tant que la raison n'extrait pas de la notion d'échange social le concept d'échange économique, qui est empiriquement on ne peut plus éprouvé, plusieurs évidences fondamentales échappent à notre compréhension. La première par ordre logique d'importance est qu'en réalité il n'y a que deux actes constitutifs de la vie économique : les échanges sociaux et les transferts de termes de ces échanges (→[inparsoci.html](http://inparsoci.html)).

## Deux objections à l'économie objective

Table des matières page 1

---

**Une objection de bonne foi à l'économie politique objective ne résiste pas à quelques instants de réflexion. Une autre a un palliatif qui est déjà en place et que seul l'économisme menace.**

---

Une partie de nos revenus, tous obtenus en échange de services que nous avons vendus, est elle-même échangée contre des fournitures achetées à des entreprises et, le cas échéant, au personnel que nous employons. Ces services et ces biens sont au fil du temps échangés les uns contre les autres, le plus souvent par argent interposé. Ils constituent un sous-ensemble **fini** de ce que les hommes produisent. L'économie réelle est, de fait, **définie** par ces échanges-là et par une autre sorte d'acte. L'argent et les biens échangeables contre de l'argent servent également à des transferts, des plus libres (dons) aux plus subis (vols), en passant par les plus civiquement nécessaires dans leur principe (impôts). En d'autres termes, l'économie définie a pour objet ce qui est **spécifique** d'une part aux échanges de services et de biens moyennant une contrepartie réglée par un prix, d'autre part aux transferts de termes de ces échanges et d'eux seuls. Dans nos vies comme en théorie, c'est homogène.

**Sans de telles définitions, l'objectivité économique c'est du bluff**

Monsieur de La Palice aurait pu le dire. L'économie objective n'existe que si les éléments de sa définition sont des objets. De

plus, les énoncés qui la délimitent doivent avoir les propriétés de la définition en logique des ensembles finis, puis il doit en aller de même des objets principaux qu'elle considère. En analyse économique, sans définitions de cette sorte l'objectivité n'est qu'un bluff ; et avec elle le parti pris de la subjectivité n'a plus que des raisons démesurées d'être maintenu.

Quand les éducateurs estimeront qu'ils ont pour devoir d'enseigner ce qu'est cette sorte de définition aussi parce que ce concept s'applique en économie, leur ingéniosité et leur ténacité ne manqueront pas d'obtenir le résultat recherché. Ils y parviendront d'autant mieux que les milieux savants admettront enfin ce qu'exige l'accès à la compréhension objective de l'économie. Dès le départ de l'investigation puis de façon incessante, le respect de l'**esprit** des mathématiques élémentaires doit contenir le désir prométhéen de faire de la théorie économique une physique sociale.

### **L'objection de la condition humaine**

La pensée économique qui tient le haut du pavé place au commencement de son parcours une vue sur la condition humaine. La théorie économique aurait pour utilité que les hommes y parlent d'eux et de leurs comportements. Faut-il rappeler que l'art et la philosophie y pourvoient bien mieux ? C'est en soi un recul de civilisation que l'économisme qui revient à remplacer par les ritournelles de la rareté universelle et de la théorie des besoins de Maslow ce qui se transmet de façon moins bien mutilante par des poèmes, des fables, des romans, etc.

Un docteur en économie répondit, à une question sur le plein-emploi : « Son avènement n'ira de soi que lorsque la science

économique aura intégré à son corpus un savoir sur les comportements humains beaucoup plus poussé que ce n'est encore aujourd'hui le cas.» Vivent l'État et l'Université omniscients ? Ne serait-ce donc pas aux enseignants et aux chercheurs en économie que le mythe d'Icare s'adresse également ? Des experts cuirassés dans leurs affirmations réductionnistes sur la condition humaine ne voient plus à quel point leur scientificité est prise en défaut dans leur champ de compétence. C'est, par exemple, ce qui survient quand ils affirment qu'aux États-Unis le meilleur taux de rentabilité des placements financiers entre janvier 1994 et décembre 2013 a été le foncier agricole (12 %), supérieur de trois points à l'indice Standard & Poor (9 %) !

### **Pour aller plus loin**

Mais il faut tout un réarrangement pour montrer en quoi l'affirmation qui vient d'être rapportée est trompeuse. Cela ne se fait pas que par un simple claquement de doigts. Dans les considérations initiales à prendre en compte, il y a celles qui concernent au premier chef le champ défini et la voie libératrice de l'économie objective (→[inpardefi.html](http://inpardefi.html)).

## Répondre aux attentes informulées du corps électoral

Table des matières page 1

---

**Le corps électoral fera un usage différent de ses pouvoirs lorsque les réponses enfin exactes à quelques questions économiques de fond lui auront été fournies.**

---

Du point de vue du spectateur impartial de la scène économique, la question la plus fondamentale est-elle celle de la répartition des revenus ? Extirpons d'abord trois verrues du contexte dans lequel nous nous le demandons. Primo, c'est faire un procès d'intention au suffrage universel que de le penser incapable de tenir compte du point de vue du spectateur impartial. Secundo, les revenus proprement dits sont ceux du travail et de placements, avant prélèvements fiscaux et hors allocations de toute espèce. Tertio, l'inégalité croissante des revenus du travail ayant pour conséquence l'inégalité elle-même croissante des patrimoines, les analyses et préconisations trop focalisées sur cette dernière inégalité mettent la charrue avant les bœufs.

### **Avant la redistribution, il y a la distribution**

Dans une société qui ne fuit pas à tire d'aile l'objectivité économique la plus élémentaire, les économistes et les politiques ont le devoir de rappeler à leurs concitoyens qu'en amont de la redistribution se trouve la distribution – ou répartition – des revenus. Parmi les raisons qui expliquent qu'ils ne le font pas, je crois que la plus décisive est la suivante.

Nos élus et leurs conseils sont persuadés qu'en économie de marché, surtout ouverte aux flux et reflux du commerce international et de la spéculation financière sans frontières, la croissance des inégalités de revenus est naturelle, logique, fatale. Le système a pour effet, ne cesse-t-on de tenir pour prouvé, la maximisation de ce que rapporte « le capital », sous contrainte d'un niveau moyen suffisant de rémunération du travail. Au demeurant, dans quelles familles et quelles écoles se refuse-t-on à inculquer qu'une entreprise privée normalement constituée a pour but le maximum de profit ? Dans ces conditions, ne faut-il pas avoir l'esprit dérangé pour douter que la redistribution par voie fiscale soit indispensable à la viabilité sociale de la liberté économique ?

**Si c'est vrai faisons avec, si c'est faux voyons-le**

Trouver ce qu'il en est en vérité semble à première vue herculéen. Bercés par les chants des sirènes du relativisme absolu, nos esprits ont été de plus en plus détournés de l'observation de réalités macroéconomiques essentielles.

N'en évoquons ici qu'une. Elle part du constat, de plus en plus négligé, que même au sein de la zone euro depuis sa création et tant qu'elle existera, pays par pays le revenu global reste imperturbablement réparti par une clé de répartition inviolable. Conjointement à cette répartition, une autre porte sur le seul revenu total du travail. Là ce sont les égalités et les inégalités de salaires qui constituent la clé de répartition (salaires au sens le plus justement économique de ce mot, repéré par Schumpeter : toutes les rémunérations du travail quelles que soient leurs dénominations).



## **Quand les nations le sauront, elles applaudiront**

Concernant cette seconde répartition, personne ne pourra jamais prouver qu'une loi économique certaine, ou qu'un ensemble de lois économiques réputées certaines, rend impossible qu'en tout pays la subjectivité collective assume consciemment la seconde des deux répartitions qui viennent d'être évoquées. Mieux encore pour ceux qui pressentent que les égalités et inégalités de rémunération du travail doivent devenir consciemment gérées de cette façon, la preuve pourra leur être fournie que c'est déroger à une authentique loi économique que de vouloir qu'il en aille autrement.

Liberticide dans son principe et aussi peu efficace que le traitement social du chômage, la logique économique du partage du temps de travail n'est qu'apparente. Libératrice d'erreurs conceptuelles en même temps que réparatrice d'une injustice sociale, la loi de partage du revenu total du travail est économiquement logique. Or voici que cette loi, au sens de ce mot en science, est absente de nos manuels et des débats publics. Le corps électoral est tacitement prié de ne pas attendre qu'il en aille autrement, fermez le ban.

## **Les principales autres attentes**

L'observation placide de la pratique des échanges de services et de biens conjointement à celle des transferts de termes de ces échanges conduit à se poser huit questions principales (→[inmetques.html](#)).

La science économique existe, je fais avec et vous aussi

Table des matières page 1

---

**Nous avons en main les preuves que ce qui est à coup sûr économique au quotidien peut faire l'objet d'une science exacte. Empressons-nous d'ajouter que cette science n'est pas pour autant en mesure de fournir une réponse fiable à tout problème que l'usage universitaire et médiatique qualifie d'économique : plus les buts qu'on lui fixe sont étendus, moins son exactitude et sa salubrité sont probables.**

---

Désormais, ordinateur et internet aidant, la comptabilité familiale que je tiens est exacte, sur les points à surveiller de la situation financière et du train de vie de mon ménage. S'il n'en va pas encore de même pour vous, prenez-en la peine et sans aucun doute vous y arriverez. Toutefois ne considérons pas que ces comptes sont économiques... seulement parce que leur tenue et leur interprétation nous prennent, une fois leur saisie bien rodée, que quelques pincées de minutes par semaine ! Leur objet même est économique et, n'en déplaise aux relativistes en tout, leur exactitude est à proprement parler scientifique.

### **L'argument minable de la logique comptable**

Mais voici que l'affirmation de l'objet économique des comptes en unités monétaires d'un foyer et celle, aggravante, de leur exactitude scientifique une fois leur mise à jour devenue routinière, suscitent de nos jours des commentaires souvent moqueurs et parfois outrés. — *Vous vous ridiculisez en soutenant que la logique comptable est une branche de la*

*logique économique* ! Tant qu'à faire, j'en remets une couche : la logique comptable est le tronc de la logique économique.

Repousser telle ou telle nécessité économique par l'argument de la logique comptable est en soi minable. Oui, c'est vrai, on peut tout faire dire aux chiffres, y compris parfois la vérité... Cela étant, un compte ou un ensemble de comptes en unités monétaires est non seulement exact, incomplet ou biaisé, mais son interprétation aussi est ou n'est pas impartiale. Et il se prête à des confusions, dont celle encore très courante entre un solde de trésorerie et un résultat périodique. De toute évidence, pour que ce genre de décompte soit exact et interprété de manière impartiale, il faut non seulement de la logique comptable, mais aussi que cette logique tende à être ce qui se fait de plus exact en sciences objectives.

### **Il n'y a de science dure que là où l'arbitraire n'est pas maître des lieux**

À la racine de l'économie, continue-t-on à enseigner, se trouvent la subjectivité des coéchangistes de produits du travail humain et celle des donateurs volontaires ou contraints d'argent ou d'autres propriétés. Dans tous les autres compartiments de la vie sociale il en irait de même, d'où le subjectivisme méthodologique hissé en surplomb des sciences sociales, l'économique comprise.

En économie et dans toute une part de la politique, l'adoption de ce surplomb rend l'arbitraire maître des lieux. Bien des théoriciens s'en trouvent coincés. En étayant leurs constructions d'équations, ils les parent de l'apparence d'une physique sociale. Ils ne parviennent pas pour autant à lui donner la substance d'une science fiable. Faute d'opter pour des définitions recevables en mathématique élémentaire des

ensembles finis, ils acceptent par exemple que toute production et toute consommation relèvent, par au moins un de leurs aspects, de leur compétence. Comme rien ne survient sans production et consommation, leur discipline en vient à traiter de tout sous l'angle arbitraire qu'ils croient scientifique.

### **Cahier des charges**

L'approche de l'économie que je crois bienvenu d'explorer, ne serait-ce que pour voir où elle mène, discerne dès le sommaire de son cahier des charges, quatre astreintes scientifiques (→[inmetastr.html](#)).

## Dites-nous vos principales propositions de science économique

Table des matières page 1

---

**X enseigne l'histoire de la pensée de l'économie, Y écrit des chroniques économiques et politiques, Z pilote ou s'apprête à piloter une politique économique. Leurs inclinations pour telles réformes plutôt que pour telles autres renseignent si mal sur les principes économiques qui sont les leurs que les expédients passent de moins en moins pour ce qu'ils sont.**

---

Demander à un X, un Y ou un Z quelles sont les propositions de science économique qu'il juge principales n'est pas interdit, mais ne se fait pas. À destination du grand public, les propos économiques trop expurgés de références explicites à des principes fondamentaux amoindrissent dès lors les capacités de jugement des quidams à qui ces propos sont tenus. Qu'y a-t-il donc à cacher ?

### **Le vol brisé et le fascinant abîme**

Les professeurs d'économie Michel Beaud et Gilles Dostaler concluent la partie analytique de *La pensée économique depuis Keynes* (1993, Seuil) par un constat qui reste tout à fait actuel. L'objet qu'ils considèrent est la synthèse néoclassique, produit universitaire de la révolution marginaliste (Walras) et de la révélation macroéconomique (Keynes). « Certains ont-ils voulu s'approcher trop près du soleil de la connaissance globale ? Aujourd'hui, le vol brisé de la pensée économique laisse, face aux grands problèmes de notre temps, l'économiste désarmé, avec ses savoirs fragmentés, ses regards parcellaires et ce

fascinant abîme entre un édifice théorique en quête de cohérence et un monde en quête de solutions et de réponses. »

Bientôt un quart de siècle après le prononcé de ce verdict, le vol brisé et le fascinant abîme sont toujours dans le même état. C'est en bonne part pour des « raisons endogènes » décrites en toute connaissance de cause par Beaud et Dostaler (voir leur exposé de ces raisons par le lien posé sur les derniers mots du présent article). Aujourd'hui, les économistes les plus en vue n'en continuent pas moins à œuvrer comme si ces raisons n'avaient pas à être prises en considération puisque... leurs pairs n'en tiennent pas compte !

### **Les attendus d'une politique digne de ce nom sont des énoncés de principes**

Les attendus d'une politique économique digne de ce nom sont des énoncés de principes économiques. Une nouvelle mesure recette ou dépense publique, comme toute autre nouvelle mesure économique quel qu'en soit l'initiateur, pollue lorsque ses attendus ne sont pas que des principes exacts strictement économiques (l'économie strictement défini est en totalité un sous-ensemble du social). L'effet est bien sûr encore plus polluant dans le cas d'un train de mesures fiscales ou d'autres réformes économiques dont aucun des attendus n'est un principe de cette sorte.

Quels sont les éléments de théorie économique qui sont à vos yeux essentiels ? Pourquoi ? Les médias qui tiennent pour superflu de poser souvent ces questions à des gens en vue ou aspirant à le devenir repoussent un service dont l'opinion publique a besoin pour devenir mieux informée. Les plans économiques à grande échelle qui ne reposent pas sur des réponses claires à ces mêmes questions se révèlent toujours

avoir été chevillés par des mains maladroites. Les propos économiques mitonnés par les communicants ne sont qu'exceptionnellement à base d'idées exactes.

### **Revenons à X, Y et Z**

Tenons compte du vol brisé et du fascinant abîme, ainsi que des raisons endogènes de les passer sous silence. X, Y et Z ne se sont pas préparés à être aussi compétents que leurs responsabilités ou leurs ambitions le rendent souhaitable tant qu'en économie les fondamentaux qu'ils accréditent ne proviendront pas d'un nouveau jeu de propositions premières de science économique (→[inmetprop.html](#)).

## Les revenus ont trois régulateurs systémiques

Table des matières page 1

---

**Les nations et des groupes de nations sont les plus hauts niveaux systémiques de la pratique des échanges économiques. À leur hauteur se trouvent trois régulateurs, l'un des revenus de placement, l'autre du revenu global, le troisième de la répartition du revenu total du travail.**

---

Une politique économique qui ne tient pas explicitement compte de ces trois régulateurs est comme une machine construite par des ingénieurs qui en savent trop peu sur les lois de la mécanique. Il est vrai qu'une préparation méticuleuse s'impose pour arriver à bien situer les fonctions respectives de ces régulateurs. Ce que j'en dis ici n'est qu'un premier pas vers une telle préparation.

### **Les fonctions respectives des deux premiers**

La restauration du plein-emploi dépend beaucoup de l'un de ces régulateurs. Dire, comme Helmut Schmidt le fit en 1974, que les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain, oriente vers le discernement de ce régulateur. Mais ce résumé prête à confusions. L'épargne placée par les ménages en parts de financement permanent de sociétés, dont des coopératives, donne droit à des distributions aux placeurs de bénéfices. Des emplois nouveaux sont créés au moyen de ces mises de fonds. La somme de ces dernières n'a ni pour plafond ni pour plancher d'antérieurs bénéfices d'entreprise. Avoir pour principe qu'après sa création ou son rachat, une entreprise doit